Cap-aux-Diamants

La revue d'histoire du Québec

CAPAUX: DIAMANTS

Il y a 150 ans, la Confédération

Avril, mai et juin d'une année comme les autres

François Droüin

Numéro 130, été 2017

URI: https://id.erudit.org/iderudit/86765ac

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

Les Éditions Cap-aux-Diamants inc.

ISSN

0829-7983 (imprimé) 1923-0923 (numérique)

Découvrir la revue

Citer cet article

Droüin, F. (2017). Il y a 150 ans, la Confédération : avril, mai et juin d'une année comme les autres. *Cap-aux-Diamants*, (130), 64–65.

Tous droits réservés © Les Éditions Cap-aux-Diamants inc., 2017

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

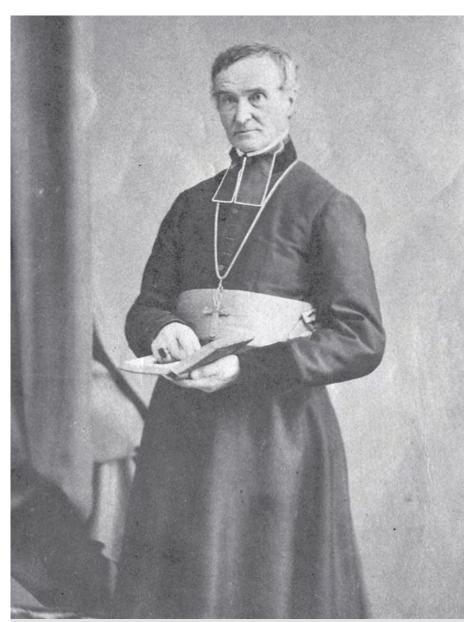
https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/



IL Y A 150 ANS, LA CONFÉDÉRATION AVRIL, MAI ET JUIN D'UNE ANNÉE COMME LES AUTRES

es événements du printemps de 1867 se présentent comme le prélude à l'entrée en vigueur de la Confédération. Les journaux de l'époque traitent fréquemment des questions reliées à la nouvelle constitution de la colonie canadienne. Ailleurs, dans l'ancienne mère patrie, la France, c'est l'époque du Second Empire et du règne de l'empereur Napoléon III. Durant cette période fastueuse, la renommée impériale de Paris est à son apogée. Le libéralisme saint-simonien triomphe et les grands travaux d'urbanisme dirigés par Georges Eugène Haussmann sont complétés. Le 1er avril 1867, l'Exposition universelle des arts et de l'industrie est ouverte. Elle accueille 41 pays sur le Champ-de-Mars jusqu'au 31 octobre suivant. Plus de 10 millions de visiteurs payants vont se rendre à l'Exposition articulée autour du concept de « Galerie de l'histoire du travail » développé par Frédéric Le Play. Des nouveautés sont aussi à l'honneur. Soulignons la présentation du scaphandre par la Compagnie sous-marine de New York et de l'aquarium géant contenant plus de 800 poissons. Ces innovations vont d'ailleurs inspirer Jules Verne dans la rédaction de Vingt mille lieues sous les

Mais l'Exposition universelle de 1867 a peu de retombées immédiates dans la vallée du Saint-Laurent. En avril 1867, c'est plutôt le tracé prévu du chemin de fer Intercolonial qui suscite l'intérêt. La réalisation de cette entreprise est une des conditions nécessaires à la naissance du nouveau pays en tant qu'union fédérale de la province du Canada avec le Nouveau-Brunswick et la Nouvelle-Écosse. Selon les recommandations du rapport de Sandford Fleming de 1865, la



 M° Charles-François Baillargeon. Photo anonyme publiée dans Monseigneur Baillargeon, archevêque de Québec : sa vie, son oraison funèbre, prononcée à la cathédrale, son éloge dans les églises de Québec, ses funérailles, etc. Augustin Coté & cie, Québec, 1870. (BAnQ).

voie ferrée doit passer en Gaspésie, traverser la vallée de la Matapédia puis la baie des Chaleurs pour rejoindre Moncton. Ce tracé reçoit l'appui des habitants de la région, comme en témoigne une assemblée tenue le 8 avril 1867 à Rimouski. Cependant, le tracé suggéré ne fait pas que des heureux. Ainsi, le passage de l'Intercolonial à Lévis plutôt qu'à Québec est vivement critiqué par

les élites québécoises.

Le mois suivant, en mai, John A. Macdonald confirme publiquement que la future capitale du Canada continuera d'être Ottawa. Ce choix est la continuité de la situation déjà existante depuis une décennie. En effet, dès 1857, les députés canadiens avaient demandé à la reine Victoria de choisir l'endroit où la capitale du Canada serait fixée. La souveraine avait alors retenu Ottawa comme site de la capitale. Une importante somme d'argent avait aussi été octroyée par les députés pour établir un parlement fixe dont la construction s'échelonne de 1859 à 1866. En mai également, la reine du Royaume-Uni donne son assentiment à l'Acte de l'Amérique du Nord britannique. Cette nouvelle attise la ferveur de l'opposition libérale au projet : le 31 mai, les députés libéraux se réunissent autour de leur chef Antoine-Aimé Dorion pour dénoncer publiquement une dernière fois les effets funestes de la nouvelle constitution. Peine perdue pour cette opposition à la plateforme politique de la Grande Coalition: la Confédération entrera en vigueur un mois plus tard. Anecdote intéressante, les libéraux de Dorion, comme le reste de la classe politique canadienne, tiennent alors sous silence la proposition du philosophe et grand ténor du libéralisme John Stuart Mill d'accorder le droit de vote aux femmes. Mill, député libéral de la Cité de Westminster au Parlement de Londres, tente de faire changer la loi en ce sens, mais sa proposition est rejetée par 196 voix contre 73 le 20 mai 1867. Cet épisode parlementaire anglais reste méconnu de l'autre côté de l'Atlantique. Il faut rappeler, cependant, que la reine Victoria elle-même s'opposait au droit de vote des femmes et ne voyait pas la nécessité d'en faire la promotion.

En juin 1867, deux événements sont à signaler. D'abord, le 9 juin la prison des plaines d'Abraham, œuvre de Charles Baillairgé et de Pierre Gauvreau, est inaugurée. Elle accueille des détenus depuis déjà quatre ans et restera en fonction jusqu'en 1970. Cet édifice imposant, aujourd'hui désuet et transformé pour l'usage du Musée national des beauxarts du Québec, incarne à l'époque la quintessence des théories de réhabilitation en matière carcérale. Puis, le 12 juin, M^{gr} Charles-François Baillargeon, administrateur du siège métropolitain de Québec, publie une lettre pastorale importante. Il concrétise une demande de M^{gr} Louis-François Laflèche d'inciter les évêgues suffragants à émettre un mandement pour la Confédération. M^{gr} Baillargeon rappelle à ses ouailles l'importance de respecter l'ordre établi tout en soulignant discrètement les avantages de la nouvelle constitution; un appui non négligeable quand on se souvient que ce texte est lu en chaire lors de la messe dominicale dans toutes les églises de l'archidiocèse de Ouébec...

François Droüin

